

PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION

EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ET DE PROTECTION DE LA SANTÉ

> OPERATION DE COORDINATION SPS NIV 2 <

PGC

Ancienne laiterie à THIAUCOURT REGNIEVILLE

Rue des Promenades
54470 THIAUCOURT-REGNIÉVILLE



DEKRA Industrial
Parc de l'Observatoire
10 rue de Saulnois
54520 LAXOU

Affaire n° : 54433269

Coordonnateurs SPS

Conception : BERTRAND HUVET
Réalisation : BERTRAND HUVET

Modifications et évolutions

| Date | Indice | Modifications apportées |
|------------|--------|-------------------------|
| 21/11/2025 | A | Version initiale |

Document établi conformément aux dispositions de la loi « Chantiers temporaires ou mobiles » n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et ses décrets d'application.

Sommaire

| | |
|---|----------|
| Préambule..... | 5 |
| Renseignements d'ordre administratif intéressant le chantier et notamment ceux complétant la déclaration préalable..... | 6 |
| Présentation du projet | 6 |
| Localisation du projet | 6 |
| Contraintes du site | 7 |
| • Phasage des travaux et calendrier prévisionnel..... | 7 |
| Intervenants concernés par l'opération | 8 |
| • Maître d'ouvrage, maître d'œuvre, coordonnateur SPS,..... | 8 |
| • Liste des lots et entreprises désignées par le maître d'ouvrage | 8 |
| Mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par le maître d'œuvre en concertation avec le coordonnateur SPS | 9 |
| Description de l'environnement et des servitudes..... | 9 |
| • Par rapport aux bâtiments, constructions, ouvrages voisins | 9 |
| • Par rapport aux piétons | 9 |
| • Par rapport aux interdictions de survol | 9 |
| • Par rapport aux transports (terrestre, maritime ou aérien) | 9 |
| • Par rapport aux réseaux à conserver, à dévier | 9 |
| Présence des matériaux ou matériels à risques particuliers..... | 9 |
| • Amiante..... | 9 |
| • PLOMB..... | 9 |
| Accès au chantier | 10 |
| • Véhicules et personnel..... | 10 |
| • Points particuliers..... | 10 |
| • Fléchage - Signalétique d'accès..... | 10 |
| • Affichage obligatoire..... | 10 |
| • Dispositions pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier..... | 10 |
| • Equipements de Protection Individuelle (E.P.I.)..... | 10 |
| Utilisation de moyens communs pendant toute la durée du chantier | 11 |
| • Infrastructures de chantier..... | 11 |
| • Moyens de logistique et de mécanisation du transport vertical des personnes et des charges | 11 |
| • Protections collectives..... | 11 |
| Voirie et réseaux divers préalables aux travaux | 11 |
| Installations de chantier | 12 |
| • Plan d'installation de chantier..... | 12 |
| • Recherche des zones d'installation du cantonnement | 12 |
| • Clôtures | 12 |
| • Affectation des installations de chantier..... | 12 |
| • Dimensionnement du cantonnement | 13 |
| • Protection contre l'incendie des locaux réservés au personnel..... | 13 |
| • Secours..... | 13 |
| • Nettoyage et entretien du cantonnement..... | 13 |



| | |
|--|-----------|
| Autorisations administratives et démarches diverses | 13 |
| Mesures de coordination prises par le coordonnateur en matière de sécurité et les sujétions qui en découlent | 14 |
| Voies ou zones de déplacement ou de circulation horizontales et verticales | 14 |
| • Généralités..... | 14 |
| • Circulations des piétons | 14 |
| • Circulations horizontales et verticales..... | 14 |
| Conditions de manutention des matériaux et matériels, utilisation des engins de levage | 15 |
| • Généralités..... | 15 |
| • Grues mobiles : | 15 |
| • Grues auxiliaires de chargement de véhicules : | 15 |
| • Vérification des appareils et des accessoires de levage | 16 |
| • Autorisation de conduite..... | 16 |
| • Limitation du recours aux manutentions manuelles | 16 |
| Approvisionnements, délimitation et aménagement des zones de stockage et d'entreposage des matériaux..... | 16 |
| Travaux de désamiantage | 17 |
| Conditions de stockage, d'élimination, d'évacuation des déchets et décombres | 19 |
| • Evacuation des déchets | 19 |
| Conditions d'enlèvement des matériaux dangereux | 19 |
| • Matières et substances dangereuses | 19 |
| • Déchets, décombres, gravats présentant un risque particulier..... | 19 |
| Protections collectives | 20 |
| Travail en hauteur | 20 |
| Installation électrique de chantier | 21 |
| Mesures prises en matière d'interactions sur le site | 22 |
| Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier | 23 |
| Respect des contraintes du site | 23 |
| • Horaires de chantier imposés..... | 23 |
| • Horaires et contraintes de livraisons..... | 23 |
| • Risque incendie..... | 23 |
| Exploitations et chantiers limitrophes ouverts ou prévus | 23 |
| Mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité satisfaisant | 24 |
| Nettoyage du chantier | 24 |
| • Règles générales de nettoyage du chantier..... | 24 |
| Démarche environnementale, tri des déchets..... | 24 |
| • Objectifs..... | 24 |
| Renseignements pratiques propres au lieu de l'opération concernant les secours et l'évacuation des personnels ainsi que les mesures communes d'organisation prises en la matière..... | 25 |
| Organisation des secours..... | 25 |
| Sauveteurs secouristes du travail (SST) | 25 |
| Dispositions en cas de travail isolé | 25 |
| Risque incendie | 25 |



| | |
|---|-----------|
| Modalités de coopération entre les entrepreneurs, employeurs, ou travailleurs indépendants | 27 |
| Entreprises désignées par le maître d'ouvrage..... | 27 |
| Visite d'inspection commune..... | 27 |
| Etablissement d'un PPSPS | 27 |
| Diffusion des PPSPS | 28 |
| Observations du coordonnateur SPS..... | 28 |
| Harmonisation des PPSPS et leur mise à jour..... | 28 |
| Mise à jour du PGC | 29 |
| Sous-traitant | 29 |
| Travailleurs Indépendants | 30 |
| Travail dissimulé..... | 30 |
| Prêt de main d'oeuvre | 30 |
| Recensement des accidents du travail | 30 |
| Annexe(s)..... | 31 |
| • - Liste des lots, entreprises désignées par le maître de l'ouvrage | 31 |



Préambule

« Le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGC) est un document qui définit l'ensemble des mesures propres à prévenir les risques découlant de **l'interférence des activités** des différents intervenants sur le chantier, ou la **succession de leurs activités** lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement des risques pour les autres entreprises »

Le PGC est établi par le coordonnateur SPS de l'opération désigné par le maître d'ouvrage, il constitue une pièce du DCE et est d'application à toutes les entreprises y compris sous-traitants et travailleurs indépendants. Il permet aux entreprises d'avoir connaissance de l'ensemble des mesures pour résoudre les problèmes liés aux interférences des activités qui concernent le chantier.

A partir du PGC, et après avoir réalisé préalablement une visite d'inspection commune avec le coordonnateur SPS, les entreprises établissent leur plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS).

Le PGC est complété et adapté en fonction de l'évolution de l'opération, de la durée effective des travaux, des contraintes successives liées à l'environnement du chantier et au déroulement d'opérations mitoyennes. Toute modification apportée à ce document sera portée à la connaissance des entreprises.

Un exemplaire du PGC à jour est tenu sur le chantier à disposition :

- des médecins du travail ;
- des membres des CHSCT, ou à défaut des délégués du personnel des entreprises qui interviennent sur le chantier ;
- des membres du CISSCT (opérations de 1^{ère} catégorie) ;
- de l'Inspection du Travail, de la CARSAT/CRAM et de l'OPPBTB.

Le PGC est conservé par le maître d'ouvrage pendant une durée de 5 années à compter de la date de réception de l'ouvrage.

Moyens et autorité du coordonnateur SPS donnés par le maître d'ouvrage

Afin que soient mises en œuvre les mesures utiles à la prévention des risques, le maître d'ouvrage autorise le coordonnateur SPS à communiquer directement au maître d'œuvre et à tout autre intervenant sur le chantier ses observations ou notifications.

Dans ses interventions le coordonnateur SPS ne se substitue pas aux entreprises en ce qui concerne l'exécution des mesures de sécurité qui leur incombent.

Lorsque dans le cadre de sa mission, le coordonnateur SPS détecte un danger grave et imminent menaçant directement la sécurité des travailleurs, il est autorisé à demander aux intervenants de prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger et notamment d'arrêter tout ou partie du chantier. La notification des demandes est consignée sur le registre journal de la coordination SPS. Les reprises du chantier, décidées par le maître d'ouvrage, après avis du coordonnateur SPS et du maître d'œuvre, sont également consignées dans le registre journal de la coordination SPS.

Les entreprises (titulaires et sous-traitantes) n'ayant pas effectué une visite d'inspection commune et n'ayant pas remis leur plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS), ne seront pas autorisées à intervenir sur le chantier. Suivant les cas, le coordonnateur SPS avisera, le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage afin qu'ils prennent les dispositions nécessaires.

« L'intervention du coordonnateur ne modifie ni la nature ni l'étendue des responsabilités qui incombent, en application des dispositions du présent code, à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil » (article L. 4532-6 du code du travail).



Renseignements d'ordre administratif intéressant le chantier et notamment ceux complétant la déclaration préalable

PRESENTATION DU PROJET

Le présent marché a pour objet le désamiantage, la modification de couverture, la maçonnerie et la menuiserie rue des promenades à THIAUCOURT.

LOCALISATION DU PROJET

Le projet se situe Rue des Promenades 54470 THIAUCOURT-REGNIÉVILLE



CONTRAINTES DU SITE

- Périmètre de travail contraint
- Environnement urbain : jardin mitoyen, végétalisation et accès ;
- Bordure de route (rue des Promenades)
- Présence d'amiante
- Bordure de la rivière

Phasage des travaux et calendrier prévisionnel

Les travaux se dérouleront dans un délai global de 6 mois .

Le début prévisionnel des travaux est fixé au premier trimestre 2026.

INTERVENANTS CONCERNES PAR L'OPERATION

Maître d'ouvrage, maître d'œuvre, coordonnateur SPS,...

| Intervenants | Représentant | Téléphone Fax Email |
|--------------|--------------|---------------------------|
|--------------|--------------|---------------------------|

Maître d'ouvrage

| | | |
|---|----------------------------|--|
| ETABLISS. PUBLIC FONCIER DE GRAND EST - EPFGE 240 Rue Robert Blum 54700 PONT A MOUSSON | M Jean-Christophe QUIBLIER | +33 3 83 80 40 20 +33 3 83 80 40 21 jc.quiblier@epfge.fr |
|---|----------------------------|--|

| | | |
|---|---------------|---------------------------------------|
| BET VERDI 3 place du Général de Gaulle 88000 EPINAL | M Marc CEREAS | 06 31 97 55 31 mcerea@verdi.fr |
|---|---------------|---------------------------------------|

Coordonnateur SPS

| | | |
|---|--|--------------------------|
| DEKRA Industrial ACT CSPA LORRAINE Parc de l'Observatoire 10 rue de Saulnois 54520 LAXOU | <u>Titulaire :</u> C : BERTRAND HUVET R : BERTRAND HUVET <u>Suppléant :</u> C : R : | bertrand.huvet@dekra.com |
|---|--|--------------------------|

Liste des lots et entreprises désignées par le maître d'ouvrage

Voir en annexe 1 du présent PGC la liste des lots et lorsqu'elles sont connues la liste des entreprises désignées par le maître de l'ouvrage.



Mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par le maître d'œuvre en concertation avec le coordonnateur SPS

DESCRIPTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DES SERVITUDES

Par rapport aux bâtiments, constructions, ouvrages voisins

Le terrain est situé à l'intérieur d'une enceinte industrielle.

Par rapport aux piétons

Cheminement piétonnier permanent et prioritaire.

Par rapport aux interdictions de survol

Interdiction absolue de survol par tout type d'appareil de levage de ligne électrique.

Par rapport aux transports (terrestre, maritime ou aérien)

Il n'est pas prévu de déviation de circulation pouvant entraîner une modification des circuits de transports en commun.

Par rapport aux réseaux à conserver, à dévier

La présence de plusieurs réseaux (électrique, gaz, ...) ayant été indiqués, des sondages manuels seront impérativement réalisés avant le début des travaux. Un piquetage matérialisera leur cheminement.

PRESENCE DES MATERIAUX OU MATERIELS A RISQUES PARTICULIERS

Amiante

- Un repérage amiante avant démolition, conformément à l'article R. 1334-22 du code de la santé publique sera réalisé par le maître d'ouvrage. Ce repérage devra être impérativement réalisé avant le plan de retrait à effectuer par l'entreprise de démolition.

PLOMB

- Attente DIAG.

-

ACCES AU CHANTIER

Véhicules et personnel

L'accès au chantier se fera par l'entrée principale accessible depuis la Rue des Promenades 54470 THIAUCOURT-REGNIÉVILLE

Points particuliers

Le stationnement des véhicules privés du personnel des entreprises ne pourra se faire que sur les emplacements préalablement désignés sur le Plan d'Installation de Chantier.

Fléchage - Signalétique d'accès

L'accès au chantier se fera par l'itinéraire d'accès suivant plan en annexe du présent PGC, devra être fléché de façon précise afin d'éviter toute manœuvre et circulation inutile susceptible de détériorer les voiries existantes.

Une signalisation d'accès au chantier sera mise en place, chaque entrepreneur informera ses fournisseurs du parcours à suivre pour accéder au chantier et leur transmettra le plan d'accès.

Le niveau de signalisation sera équivalent à celui du site sur lequel est réalisé l'opération :

- Panneau d'information présentant les principaux messages de sécurité, afin de servir de support d'accueil des nouveaux arrivants ;
- Panneaux d'information sur les dangers, les protections collectives, les protections individuelles ;
- Panneaux d'information sur les zones d'accès, de circulation, de stationnement et de stockage.

Affichage obligatoire

Affichage obligatoire : panneaux « PORT DU CASQUE OBLIGATOIRE », « CHANTIER INTERDIT AU PUBLIC ».

Outre l'affichage du permis de construire suivant les dispositions de l'article A 421-7 du code de l'urbanisme, tout entrepreneur (entreprises titulaires des différents lots, sous traitants et travailleurs indépendants) travaillant sur le chantier doit avoir affiché son nom, sa raison ou sa dénomination sociale ainsi que son adresse. L'affichage est assuré sur un panneau dont les indications sont lisibles de la voie publique.

Dispositions pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier

Seules les personnes travaillant pour le maître d'ouvrage, les entrepreneurs titulaires d'un marché, les sous-traitants et les travailleurs indépendants nommément déclarés auprès du maître d'ouvrage, sont autorisées à accéder au chantier

Les personnes n'intervenant pas directement sur le chantier (fournisseurs, locataires, agents commerciaux, concessionnaires, contrôleurs techniques,...) devront être accompagnées par l'entreprise concernée par leur intervention.

Equipements de Protection Individuelle (E.P.I.)

Tout travailleur, tout visiteur, de droit comme autorisé est tenu au port des protections individuelles adaptées à l'intervention sur le chantier.

Les différents fournisseurs sont aussi assujettis à cette obligation.

UTILISATION DE MOYENS COMMUNS PENDANT TOUTE LA DUREE DU CHANTIER

Pendant toute la durée du chantier, il sera favorisé la mise en place des infrastructures du chantier (cantonnement, ensemble des installations réglementaires...), les moyens de logistique et de mécanisation du transport vertical des personnes et des charges, ainsi que les protections collectives.

Infrastructures de chantier

Le titulaire du lot Déconstruction Désamiantage aura à sa charge la mise en place des infrastructures de chantier pour l'ensemble des intervenants (cantonnement, l'ensemble des installations réglementaire de chantier).

Moyens de logistique et de mécanisation du transport vertical des personnes et des charges

Le titulaire du lot Déconstruction Désamiantage devra mettre en place une utilisation effective commune des moyens logistiques du chantier (mise en commun des moyens de manutention sur le chantier dont l'espace sera limité, manutention, circulation, échafaudages, ascenseurs, levage, gestion des déchets...).

La nouvelle recommandation CNAMTS R 477, du 7 avril 2015, remplaçant la R 445 : Mécanisation du transport vertical des personnes et des charges sur les chantiers (construction, réhabilitation, entretien d'ouvrages), sera appliquée.

Protections collectives

Le titulaire du lot Déconstruction Désamiantage aura à sa charge la mise en place et le maintien des protections collectives du chantier.

VOIRIE ET RESEAUX DIVERS PREALABLES AUX TRAVAUX

| Désignation | Localisation | Phasage | Lot chargé de la réalisation |
|--|--|--|------------------------------|
| Aménagement de l'accès chantier | Au niveau de l'emprise des travaux | Pendant la phase installation avant le démarrage des travaux | Existant |
| Aménagement de l'Accès aux Installations de Chantier | Au niveau de l'emprise des travaux | Pendant la phase installation avant le démarrage des travaux | Lot Unique |
| Raccordement au réseau d'Eau Potable | Comptage inexistant à faire réaliser | Pendant la phase installation avant le démarrage des travaux | Lot Unique |
| Evacuation des eaux usées | Sur attente | Pendant la phase installation avant le démarrage des travaux | Lot Unique |
| Raccordement au réseau Electrique | Raccordement sur transformateur existant | Pendant la phase installation avant le démarrage des travaux | Lot Unique |

INSTALLATIONS DE CHANTIER

Les travaux proprement dits ne pourront débuter qu'après l'installation des locaux de chantier et le raccordement aux différents réseaux.

Plan d'installation de chantier

Le plan d'installation de chantier sera établi par l'entreprise du Lot Unique, après avoir pris en compte les informations fournies par les autres corps d'état, notamment pour les besoins de stockage.

Recherche des zones d'installation du cantonnement

Le plan d'installation de chantier précisera :

- L'utilisation des locaux existants comme cantonnement de chantier (bureaux, magasins, vestiaires, réfectoires).
- Les installations complémentaires s'il y a lieu.
- Les lieux d'approvisionnement, de stockage des matériaux et du matériel.
- L'emplacement et le cheminement des installations provisoires : électricité, eau, téléphone, circulations, eaux usées, eaux pluviales.

Clôtures

L'entreprise réalisant la clôture aura à sa charge le portail avec système de fermeture ainsi que l'entretien ou le déplacement éventuel dans le cadre de modification de l'emprise de la zone des travaux.

Chaque entreprise assurera chaque jour l'ouverture et la fermeture de l'accès chantier.

Affectation des installations de chantier

Les installations de chantier seront réalisées suivant le détail du tableau ci-après :

| <i>Nature de l'installation</i> | <i>Réalisée par</i> | <i>A charge</i> |
|---|---------------------|-----------------|
| Clôtures, portails avec signalisation de sécurité du chantier | Lot Unique | Lot Unique |
| Réseaux divers existants à protéger | Lot Unique | Lot Unique |
| Réseaux utilitaires (éclairage, BT, force, etc) | Lot Unique | Lot Unique |
| Vestiaires, réfectoires Sanitaires (lavabos, eau pour se laver, moyens de nettoyage, séchage ou essuyage), cabinets d'aisance (W-C, urinoirs), douches Ensemble des équipements communs à toutes les entreprises conformément à la réglementation en vigueur | Lot Unique | Lot Unique |
| Coffrets électriques de chantier | Lot Unique | Lot Unique |
| Bennes à déchets pour un tri sélectif | Lot Unique | Lot Unique |



Dimensionnement du cantonnement

Le cantonnement sera dimensionné en fonction de l'effectif de pointe du chantier.

Les effectifs seront précisés au cours de la période de préparation, en fonction du nombre d'heures affecté au chantier par chaque entreprise et en fonction du calendrier d'exécution des travaux.

Protection contre l'incendie des locaux réservés au personnel

Des extincteurs portatifs dûment contrôlés, adaptés aux locaux et aux risques seront prévus dans les locaux réservés au personnel.

Secours

Numéros d'alerte dans bureau de chantier et affichage « En cas d'accident » à proximité, avec consignes pour appel des secours.

Nettoyage et entretien du cantonnement

Le nettoyage quotidien et l'entretien du cantonnement seront réalisés par les entreprises concernées par le tableau suivant :

| <i>Nature de l'intervention</i> | <i>Réalisée par</i> | <i>A charge</i> |
|--|---------------------|-----------------|
| Nettoyage quotidien des locaux communs et des installations communes d'hygiène | Lot Unique | Lot Unique |
| Fourniture de consommables (savons, essuie-mains, papiers toilette) | Lot Unique | Lot Unique |

AUTORISATIONS ADMINISTRATIVES ET DEMARCHES DIVERSES

Les autorisations administratives et démarches diverses seront réalisées par les entreprises concernées de la colonne de droite du tableau suivant :

| <i>Démarches administratives</i> | <i>Services concernés</i> | <i>Réalisées par :</i> |
|---|---|---|
| D.I.C.T. sur les réseaux des concessionnaires | Sans Objet : réseaux privés | Toutes les entreprises concernées par des travaux effectués au voisinage des ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques |
| Envoi du PPSPS aux organismes de prévention | - Inspection du Travail/DIRECCTE - CARSAT/CRAM - OPPBTP | Lot Unique |
| Autorisation d'installation de grue à tour suivant arrêté municipal du 14 mars 2003 | Sans Objet | Sans Objet |
| Autorisation de voirie pour travaux sur la voie publique | Sans Objet | Lot concerné |
| Travaux à proximité des voies de chemin de fer | SNCF | Sans Objet |
| Servitudes aériennes | Direction Générale de l'Aviation Civile (DGAC) | Sans Objet |
| Autorisation administrative diverse | Sans Objet | Lot concerné |

Mesures de coordination prises par le coordonnateur en matière de sécurité et les sujétions qui en découlent

VOIES OU ZONES DE DEPLACEMENT OU DE CIRCULATION HORIZONTALES ET VERTICALES

Généralités

Les zones de circulations menant au bâtiment faisant partie intégrante de l'usine, tous véhicule réalisant une livraison devra maintenir ces voies dégagées afin de ne pas gêner le bon fonctionnement de l'établissement.

L'accès au chantier des véhicules particuliers est interdit en dehors des zones parking réservées à cet effet.

Circulations des piétons

Les circulations piétonnes seront différenciées des zones d'évolution des engins et véhicules. Une matérialisation physique sera mise en place dès le début des travaux par le Lot Unique

Le cheminement vers le cantonnement sera protégé vis-à-vis des travaux à effectuer, drainé, maintenu propre et mènera directement à l'extérieur du chantier.

Circulations horizontales et verticales

| Organisation concernée | Mesures de Coordination | Lot concerné |
|--|---|--------------|
| Plan de circulation piétons et véhicules | Un plan de circulation adapté aux différentes configurations du chantier sera établi lors de la phase préparation du chantier | Lot Unique |
| Aménagements des entrées dans les bâtiments | Les accès au niveau des entrées des bâtiments seront aménagés de manière à : <ul style="list-style-type: none">- protéger les ouvriers contre tout risque de chute d'objet au droit de la façade. Le coordonnateur SPS demande qu'il soit mis en place une galerie protégée si l'accès est trop proche d'une cage d'escalier ou sous les façades en construction- permettre l'évolution des chariots et transpalettes, les éventuels dénivelés seront compensés par mise en place de rampe permettant l'utilisation de ce type de matériel | Lot Unique |
| Aménagements des accès pour les engins et le personnel | Durant les périodes de gel et de pluie, l'entreprise prendra toutes les dispositions pour limiter les risques de chutes et de glissades sur l'ensemble des accès. | Lot Unique |
| Aménagements des rampes d'accès | Les rampes seront réalisées en matériaux stables, et pour éviter leur détérioration par d'autres corps d'état (réseaux), des fourreaux seront positionnés en attente. | Lot Unique |
| Maintien en place de la continuité des protections collectives au niveau des circulations horizontales et verticales | Obligation d'assurer la continuité des protections collectives : <ul style="list-style-type: none">- Protection provisoire fixée en retrait sur l'emmarchement ou sur palier- Protection définitive fixée sur le limon | Lot Unique |



CONDITIONS DE MANUTENTION DES MATERIAUX ET MATERIELS, UTILISATION DES ENGINS DE LEVAGE

Généralités

Les entreprises tiendront compte dans leur installation de grue ou engins de levage, des dispositions réglementaires et des recommandations de la CNAMTS.

Grues mobiles :

La recommandation CNAMTS R. 383 modifiée, l'utilisation de grues mobiles est applicable en ce qui concerne :

- la procédure de délivrance par l'employeur d'une autorisation de conduite.
- les conditions d'obtention d'un certificat d'aptitude à la conduite en sécurité (CACES) ;

Le carnet de maintenance de l'appareil conforme à l'arrêté du 2 mars 2004, sera tenu à disposition dans l'appareil.

Grues auxiliaires de chargement de véhicules :

La recommandation CNAMTS R. 390, « utilisation de grues auxiliaires de chargement de véhicules » est applicable.

Les grues auxiliaires de chargement de véhicules devront être vérifiées conformément à l'arrêté du 1^{er} mars 2004, avant leur mise en service sur le chantier, 1 exemplaire du rapport sera tenu à disposition dans le véhicule.

Le carnet de maintenance de l'appareil conforme à l'arrêté du 2 mars 2004, sera aussi tenu à disposition.

| Organisation concernée | Mesure de Coordination | Lot concerné |
|--|---|--------------|
| Utilisation d'un appareil de levage en commun | En phase préparation de chantier, il sera étudié les conditions d'utilisation commune d'un appareil de levage et arrêté une convention inter entreprises | Lot Unique |
| Introduction et installation d'un appareil de levage et de manutention | Chaque entreprise devra prévoir des appareils adaptés à son intervention. Toute utilisation d'un dispositif ou engin de levage envisagé devra être abordé au cours de la visite d'inspection commune et, les moyens nécessaires à la mécanisation des manutentions seront définis dans le PPSPS de l'entreprise | Lot Unique |
| Interférence des appareils de levage | Le planning des travaux sera organisé afin d'éviter les interférences entre appareils de levage En cas d'impossibilité un dispositif de gestion des interférences et des zones interdites sera mis en place Il est interdit à toute entreprise intervenante d'introduire un appareil de levage sans étude préalable des interférences | Lot Unique |

Vérification des appareils et des accessoires de levage

L'ensemble des appareils de levage devra être vérifié conformément aux arrêtés du 1^{er}, 2 et 3 mars 2004, avant leur mise en service sur le chantier. Les rapports de vérification devront être communiqués au coordonnateur SPS et disponible sur le chantier ou sur l'appareil.

Les accessoires ou appareils de levage (chaînes, crochets, pinces, etc...) doivent être :

- compatibles avec les engins utilisés et les charges à manutentionner ;
- comporter l'indication de la C.M.U. (charge maximale d'utilisation) ;
- périodiquement vérifiées.

Autorisation de conduite

La conduite des équipements de travail mobiles automoteurs et des équipements de travail servant au levage ne peut être confiée qu'à des travailleurs ayant été reconnus aptes médicalement et ayant reçu une formation en matière de sécurité adéquate.

Chaque conducteur devra être en possession du titre d'autorisation de conduite établi par son employeur.

Limitation du recours aux manutentions manuelles

Les entreprises intervenantes devront prendre toutes les mesures nécessaires d'organisation afin de limiter au maximum le recours aux manutentions manuelles. En tout état de cause un travailleur ne peut être admis à porter des charges excédent un poids de 55 kg.

Lorsqu'une manutention manuelle ne peut être évitée, le chef d'entreprise doit évaluer les risques que font encourir ces manutentions pour la sécurité et la santé des travailleurs et organiser les postes de travail de façon à limiter ces risques (aide à la manutention mécanique, accessoires de manutention, etc...).

APPROVISIONNEMENTS, DELIMITATION ET AMENAGEMENT DES ZONES DE STOCKAGE ET D'ENTREPOSAGE DES MATERIAUX

| Organisation concernée | Mesure de Coordination | Lot concerné |
|---|--|--------------|
| Besoins en surface de stockage et surface de magasins | Les entreprises devront formuler leurs besoins au cours de la phase préparation du chantier | Lot Unique |
| Dispositions pour les approvisionnements du matériel et des matériaux sur le chantier | Les fournisseurs seront informés sur les personnes à contacter sur le chantier et sur les modalités pour accéder au chantier | Lot Unique |

TRAVAUX DE DESAMANTAGE

| Organisation concernée | Mesure de Coordination | Lot concerné |
|--|---|--------------|
| <p>Travaux de retrait ou d'encapsulage d'amiante et de matériaux, d'équipements et de matériels ou d'articles en contenant</p> <p>Interventions sur des matériaux, des équipements, des matériels ou des articles susceptibles de provoquer l'émission de fibres</p> | <p>L'entreprise effectuant le retrait de l'amiante devra être certifiée et son personnel formé.</p> <p>L'ensemble des travaux présentant un risque d'exposition à l'amiante devra être réalisé dans des zones totalement isolées sans aucune coactivité.</p> <p>L'ensemble des procédures de dépose, d'évacuation et de suivi des déchets concernés devra impérativement suivre la Section 3 : Risque d'exposition à l'amiante, articles R. 4412-94 à 148 du code du travail.</p> | Lot Unique |
| <p>Etablissement d'un plan de démolition, de retrait ou d'encapsulage (sous-section 3)</p> | <p>L'entreprise établit un plan de démolition, de retrait ou d'encapsulage en fonction de l'évaluation des risques et conformément aux articles R. 4412-133 à 138 du code du travail issu du décret n° 2012-639 du 4 mai 2012, en précisant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le type et les quantités d'amiante manipulés ; - Le lieu où les travaux sont réalisés, la date de commencement, la durée probable et le nombre de travailleurs impliqués ; - Les méthodes de mise en œuvre lorsque les travaux impliquent la manipulation d'amiante ou de matériaux en contenant ; - Les caractéristiques des équipements à utiliser pour la protection et la décontamination des travailleurs ainsi que celles des moyens de protection des autres personnes qui se trouvent sur le lieu ou à proximité des travaux ; - La fréquence et les modalités des contrôles réalisés sur le chantier ; - Les durées et temps déterminés en tenant compte de la pénibilité de chaque tâche ; - .../... <p>Le plan de démolition, de retrait ou d'encapsulage établi par l'entreprise sera adressé à l'inspection du travail et aux organismes de prévention, 1 mois avant le démarrage des travaux.</p> | Lot Unique |
| <p>Etablissement d'un mode opératoire (sous-section 4)</p> | <p>L'entreprise établit un mode opératoire dans le cadre des dispositions particulières aux activités et interventions sur des matériaux ou appareils susceptibles de libérer des fibres d'amiante conformément aux articles R. 4412-145 à 148 du code du travail issu du décret n° 2012-639 du 4 mai 2012, en précisant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La nature de l'intervention ; - Les matériaux concernés ; - La fréquence et les modalités de contrôle du niveau d'empoussièrement du processus mis en œuvre et du respect de la valeur limite d'exposition professionnelle ; - Le descriptif des méthodes de travail et moyens techniques mis en œuvre ; - Les notices de poste prévues à l'article R. 4412 -39 ; - Les caractéristiques des équipements utilisés pour la protection et la décontamination des travailleurs ainsi que celles des moyens de protection des autres personnes qui se trouvent sur le lieu ou à proximité de l'intervention ; | Lot Unique |



| Organisation concernée | Mesure de Coordination | Lot concerné |
|--|---|--------------|
| | <ul style="list-style-type: none"> Les procédures de décontamination des travailleurs et des équipements ; Les procédures de gestion des déchets ; Les durées et temps de travail déterminés en application des articles R. 4412-118 et R. 4412-119. <p>Le mode opératoire est transmis avant sa 1^{ère} mise en œuvre, à l'inspection du travail, à la CARSAT et, le cas échéant à l'OPPBT. Une nouvelle transmission est effectuée lors de tout changement important des méthodes de travail mises en œuvre et des équipements de protection utilisés.</p> | |
| Mesures de prélèvement atmosphérique dues par l'entreprise de désamiantage | <p>Des mesures de prélèvement atmosphérique seront réalisées par l'entreprise effectuant les travaux de désamiantage (sous-section 3) dans le cadre de la protection des travailleurs et de leur environnement :</p> <ul style="list-style-type: none"> Pendant les travaux de désamiantage, <ul style="list-style-type: none"> mesures de l'exposition du personnel manipulant ou intervenant sur ou à proximité de matériaux contenant de l'amiante suivant la VLEP de l'article R. 4412-100 du code du travail ; mesures dans l'environnement (en ambiance) "1° Dans la zone d'approche de la zone de travail ; 2° Dans la zone de récupération ; 3° En des points du bâtiment dans lequel se déroulent les travaux ; 4° A proximité des extracteurs dans la zone de leur rejet ; 5° En limite de périmètre du site des travaux pour les travaux effectués à l'extérieur." selon l'article R. 4412-128 du code du travail ; Avant démantèlement de l'isolement, <ul style="list-style-type: none"> prélèvement d'air en zone : Mesure dite «de 1^{ère} restitution» suivant article R. 4412-140 du code du travail (+ article 12 de l'arrêté du 08 avril 2013 / MPC). | Lot Unique |

CONDITIONS DE STOCKAGE, D'ÉLIMINATION, D'ÉVACUATION DES DÉCHETS ET DE COMBRES

Evacuation des déchets

| Organisation concernée | Mesure de Coordination | Lot concerné |
|---|--|--------------|
| Bennes à déchets | L'entrepreneur mettra à disposition de l'ensemble des entreprises des bennes en quantité suffisante, et assurera l'évacuation des déchets de chantier en décharge publique pendant toute la durée du chantier : <ul style="list-style-type: none">- Benne pour les déchets inertes (DI), destinés aux centres de classe 3 (béton, verre, carrelage, ciment, ...)- Benne pour les emballages et recyclables destinés à être valorisés- Benne pour les déchets industriels banals (DIB), destinés aux centres de classe 2 (PVC, isolants, métaux, bois, moquette, ...)- Benne pour les déchets ménagers | Lot Unique |
| Remplacement des bennes à déchets | Le plan d'installation de chantier indique la position des bennes. Elles seront remplacées autant de fois que nécessaire par le lot qui en a la charge. | Lot Unique |
| Nettoyage quotidien des zones de travail | Chaque entreprise est chargée quotidiennement d'assurer le nettoyage de ses zones de travail et d'acheminer ses déchets jusqu'aux bennes | Lot Unique |
| En cas de manquement d'une entreprise pour le nettoyage de ses zones de travail | Le Maître d'œuvre ou le coordonnateur SPS pourra demander à l'entrepreneur du lot principal de procéder au nettoyage aux frais de l'entreprise défaillante | Lot Unique |

CONDITIONS D'ENLEVEMENT DES MATÉRIAUX DANGEREUX

Matériaux et substances dangereuses

Le traitement de ces déchets industriels dangereux est à la charge des entreprises qui les produisent (bois traités, pinceaux souillés, peinture...). Ils sont destinés aux centres d'enfouissement technique (CET) 1, installations de stockage de déchets dangereux (ISDD).

Ces produits ne devront pas être mélangés aux gravats ordinaires mais évacués par une filière spécifique.

Tout entrepreneur informera préalablement à l'utilisation de telles substances le coordonnateur SPS. Cette information se fera au cours de la visite d'inspection commune et l'entreprise concernée en fera état dans son PPSPS.

Chaque entreprise concernée établira un bordereau de suivi des déchets industriels spéciaux et assurera l'évacuation des produits suivant les indications du fabricant.

Déchets, décombres, gravats présentant un risque particulier

Les déchets, décombres et gravats présentant des risques particuliers (amiante, plomb...) seront évacués suivant les cas vers une filière d'élimination CET 1, installations de stockage de déchets dangereux (ISDD) avec bordereau de suivi des déchets.

Le traitement des déchets susceptibles de libérer des fibres d'amiante sera réalisé dans les conditions des articles R. 4412-121 à 124 du code du travail.

Les déchets d'amiante devront être évacués vers une filière d'élimination CET 1, installations de stockage de déchets dangereux (ISDD) ou vitrification avec bordereau de suivi des déchets amiantés (BSDA).

Pour les déchets d'amiante liés à des matériaux inertes et ayant conservé leur intégrité relevant du Catalogue européen des déchets (CED) sous le code 17-05-03* du CED, il est aussi accordé une possibilité de les évacuer vers une filière d'élimination CET 2, installations de stockage de déchets non dangereux (ISDND).

PROTECTIONS COLLECTIVES

Les protections collectives seront adaptées de telle sorte qu'elles ne soient pas démontées pour la mise en place des éléments définitifs. Ce principe concerne les ouvertures en façade, en plancher ou sur les escaliers (ex : pour les ouvertures en façade et si l'allège n'est pas à la hauteur réglementaire la lisse reconstituant la protection sera placée à l'extérieur ou en tableau).

L'ensemble des trémies et réservations dont une dimension est supérieure à 0,80 m devra être protégé au moyen de garde corps complets (main courante hauteur comprise entre 1,00 m et 1,10 m, lisse intermédiaire à mi-hauteur et plinthe de butée de 10 à 15 cm) ou d'un platelage résistant à une charge de 150 kg minimum et équipé d'une trappe d'accès rabattable.

| Organisation concernée | Mesure de Coordination | Lot concerné |
|--|--|--------------|
| Travaux de charpente couverture mise en place de protections collectives définitives | Les protections collectives de l'ouvrage définitives par garde-corps en rive de plancher seront mise en place dès le montage de la charpente afin d'assurer la protection contre les chutes de hauteur à l'ensemble des intervenants | Lot Unique |

TRAVAIL EN HAUTEUR

Suivant le décret n° 2004-924 du 1^{er} septembre 2004, les échelles, escabeaux et marchepieds ne doivent pas être utilisées comme poste de travail, sauf en cas d'impossibilité technique de recourir à un équipement de protection collective.

| Organisation concernée | Mesure de Coordination | Lot concerné |
|---|---|--------------|
| Travaux de faible hauteur | Plates-formes individuelles roulantes (PIR) seront utilisées pour des hauteurs jusqu'à 2,50 m. | Lot Unique |
| Hauteur > de 2,50 m | Au-delà d'une hauteur de 2,50 m, l'utilisation d'un échafaudage roulant, fixe ou d'une nacelle sera imposée en fonction de son utilisation et des hauteurs d'intervention | Lot Unique |
| Utilisation partagée d'un échafaudage | Chaque entreprise devra avoir son propre matériel, et dans le cas d'une utilisation partagée d'un échafaudage, l'entreprise utilisatrice devra réceptionner les installations avant utilisation en tenant compte des conditions dans lesquelles il l'utilise effectivement. Une convention de prêt entre les entreprises concernées sera établie | Lot Unique |
| Travaux réalisés à partir d'une plate-forme élévatrice mobile du personnel (PEMP) dont les caractéristiques seront adaptées au site et aux travaux à réaliser | L'utilisation commune par différents lots fera l'objet au préalable d'une convention d'utilisation, sous le contrôle du maître d'œuvre et du coordonnateur SPS | Lot Unique |



INSTALLATION ELECTRIQUE DE CHANTIER

L'entrepreneur du Lot Déconstruction Désamiantage assurera le branchement depuis le réseau et la pose du tableau général du chantier.

Depuis ce tableau seront réalisés par le Lot Déconstruction Désamiantage :

- l'alimentation électrique de l'ensemble des locaux de cantonnements ;
- l'installation nécessaire à l'alimentation électrique des différents matériels (grue, bétonnière, ...) ;
- l'installation d'éclairage des circulations.

| Organisation concernée | Mesure de Coordination | Lot concerné |
|---|--|--------------|
| Installation de distribution électrique intérieure | Depuis l'armoire générale, il devra être prévu, en nombre suffisant, des départs permettant l'alimentation des différents postes de travail à l'intérieur du bâtiment. L'implantation des armoires de distribution devra permettre, en tout point du bâtiment, une utilisation de prolongateurs de longueur inférieure à 25 m. | Lot Unique |
| Prolongateurs et appareils utilisés par les entreprises | Chaque entreprise est responsable des prolongateurs et appareils au-delà de leur raccordement aux armoires de chantier : <ul style="list-style-type: none"> - Prolongateurs de raccordements du type H07 RNF - Enrouleurs de catégorie NFC 61-720 - Prises de protection IP 447 incassable - Baladeuses conformes à la norme NFC 71-008 - Phares halogènes conformes à la norme NF avec grille de protection | Lot Unique |
| Installation d'éclairage de chantier | Seront éclairés les parties du chantier à usage commun : <ul style="list-style-type: none"> - les cheminements et circulations extérieurs - les escaliers et circulations intérieures | Lot Unique |
| | L'éclairage des postes de travail est à la charge de chaque entreprise. | Lot Unique |
| Installations particulières aux enceintes très conductrices | Les entreprises appelées à intervenir dans les enceintes très conductrices feront installer un éclairage TBTS ainsi qu'un transformateur de sécurité à séparation de circuit | Lot Unique |
| Contrôle des installations électriques de chantier | Conformément à l'article R4226-14 du Code du Travail et à l'Arrêté du 26 décembre 2011. Les installations devront faire l'objet d'une vérification confiée à un organisme de contrôle agréé. La périodicité du contrôle est annuelle. Un exemplaire du rapport de conformité devra être tenu à disposition sur le chantier. | Lot Unique |

MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTIONS SUR LE SITE

| Organisation concernée | Mesure de Coordination | Lot concerné |
|---|---|--------------|
| Travaux superposés | Phasage des travaux à réaliser de manière à éviter les superpositions et juxtapositions de tâches. Afin d'éliminer les risques de superposition, l'ensemble des aires situées sous les postes de travail en élévation (échafaudage, nacelles...) sera interdit d'accès au moyen d'un dispositif physique | Lot Unique |
| Travaux de démontage de la charpente et travaux de façade | Les travaux de façade seront réalisés à partir d'une plate-forme élévatrice mobile du personnel (PEMP) dont les caractéristiques seront adaptées au site et aux travaux à réaliser | Lot Unique |

Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier

RESPECT DES CONTRAINTES DU SITE

Les travaux seront exécutés à l'intérieur d'une usine désaffectée. Chaque entrepreneur, sous couvert du maître d'œuvre, devra prendre toutes les dispositions nécessaires pour réduire à leur minimum possible les gênes imposées aux riverains, notamment celles qui pourraient être causées par les difficultés d'accès, le bruit, les fumées, les poussières, etc..

Le personnel aura la priorité au voisinage des accès (sortie et entrée) du chantier.

Horaires de chantier imposés

Les horaires de déroulement de chantier sont pour les jours ouvrés du lundi au vendredi, matin de 8h00 à 18h 00.

Horaires et contraintes de livraisons

Les horaires de livraison du chantier par les fournisseurs se feront dans les mêmes créneaux horaires que les horaires de chantier. La gestion de l'accès des fournisseurs se fera par des consignes dans un document accueil du fournisseur établi en annexe du PPSPS de l'entreprise d'accueil.

Risque incendie

Pour tout travail de soudage, ou risquant de provoquer des étincelles ou par point chaud, un permis de feu établi par le chef d'établissement devra être obligatoirement délivré avant toute intervention.

Un extincteur approprié au risque et à jour de ses vérifications sera maintenu à proximité de la zone d'intervention.

Il est interdit d'utiliser des produits inflammables dont le point éclair est inférieur à + 40° sinon, il n'y aura aucune coactivité pendant l'utilisation de produits à risques.

EXPLOITATIONS ET CHANTIERS LIMITROPHES OUVERTS OU PREVUS

Sans objet pour le projet

Mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité satisfaisant

NETTOYAGE DU CHANTIER

Règles générales de nettoyage du chantier

- Des bennes à déchets seront installées sur le chantier pour l'ensemble des travaux tels que définis au **§ conditions de stockage, d'élimination, d'évacuation des déchets et décombres** du présent PGC
- Chaque entreprise devra nettoyer et évacuer ses gravats quotidiennement jusqu'à la benne mise à disposition. Les déversements par les ouvertures, ainsi que tous les types de stockage « sauvage » sont proscrits du site.
- Les dessertes des bungalows seront maintenues en état de parfaite propreté et libre de tout encombrement de quelque nature que ce soit.
- Les roues des engins et camions devront être nettoyées au jet d'eau avant de sortir du chantier.
- Un lave roues pourra être installé en limite de chantier sur demande du coordonnateur SPS.

DEMARCHE ENVIRONNEMENTALE, TRI DES DECHETS

Objectifs

L'objectif environnemental pour cette opération est de : « **Limiter les impacts environnementaux dus aux chantier** »

Outre les opérations relatives au tri des déchets, telles que définies, l'objectif ne sera atteint que si un choix judicieux des produits mis en œuvre est effectué au début du projet.

L'utilisation de matériaux offrant une réelle aptitude au recyclage et le moins polluant possible sont à privilégier dans les dispositions constructives.

D'autre part, l'élaboration d'un **Schéma d'Organisation et de Gestion des Déchets** (S.O.G.E.D.) par chaque entreprise permettra de gérer méthodiquement les déchets, de la production jusqu'à l'élimination.

Trame d'élaboration d'un S.O.G.E.D. :

- Engagement de l'entreprise pour limiter les impacts environnementaux
- Obligation de désigner un responsable environnemental par entreprise
- Moyens mis en œuvre pour limiter la production de déchets sur le chantier
- Définition préliminaire du niveau de tri sur et hors site (DI – DIB – DIS autres)
- Quantités approximatives prévisionnelles de production de déchets
- Contenants mis à disposition et rotations d'évacuation prévues
- Centres de stockage, de regroupement, ou de recyclage vers lesquels seront acheminés les déchets
- Moyens de contrôle, de suivi et de traçabilité qui seront mis en place pendant les travaux
- Moyens matériels et humains mis en œuvre pour assurer la gestion des déchets



Renseignements pratiques propres au lieu de l'opération concernant les secours et l'évacuation des personnels ainsi que les mesures communes d'organisation prises en la matière

ORGANISATION DES SECOURS

L'objectif sera d'organiser les premiers secours sur le chantier rapidement avant l'arrivée des secours extérieurs.

Ainsi, chaque entreprise intervenante devra prévoir une trousse de premiers secours sur le chantier.

Elle pourra être détenue dans le véhicule de chantier.

Lors d'un accident grave, le déplacement de la victime ne peut être envisagé, la consigne générale en cas d'accident sera la suivante :

Appeler : POMPIERS: tél. 18 ou SAMU: tél. 15 ou à partir d'un téléphone portable composez le 112

en donnant les informations suivantes :

1. ICI CHANTIER à Rue des Promenades, 54470 THIAUCOURT-REGNIÉVILLE ancienne laiterie, téléphone (sur affichette)
2. PRÉCISER LA NATURE DE L'ACCIDENT
3. SIGNALER LE NOMBRE DE BLESSES ET LEUR ÉTAT
4. DÉCRIRE L'INTERVENTION DU SECOURISTE
5. FIXER UN POINT DE RENDEZ-VOUS, envoyez quelqu'un au poste de garde pour guider les secours ;
6. NE RACCROCHEZ PAS LE PREMIER, faites répéter le message

Les voies de circulation devront toujours être dégagées pour faciliter le déplacement des véhicules de secours. « L'accueil » des secours médicaux spécialisés devra être réalisé dès l'entrée du chantier afin de faciliter le déroulement de l'opération.

L'appel des secours pourra être envisagé à partir du téléphone du chantier, l'affichette OPPBTP, « EN CAS D'ACCIDENT » dûment complétée sera apposée à proximité du combiné pour faciliter les instructions données par téléphone.

SAUVETEURS SECOURISTES DU TRAVAIL (SST)

Chaque entreprise, conformément à l'article R. 4224-15 du code du travail, devra dans ses équipes de travail, disposer de salariés sauveteurs secouristes du travail (SST) formés et recyclés depuis moins d'un an (1 pour 20).

Il y aura sur le chantier en permanence au moins un secouriste du travail.

Dans le cas contraire, des sauveteurs secouristes du travail devront être formés.

Chaque sauveteur devra clairement être identifié par un autocollant apposé sur le casque ou par un badge spécial.

DISPOSITIONS EN CAS DE TRAVAIL ISOLE

Lors d'opérations ou travaux dangereux, nécessitant une surveillance :

- Utilisation des équipements de travail servant au levage de charges ;
- travaux temporaires en hauteur sous EPI ;
- travaux en galerie souterraine ou au fond d'un puits ;
- emploi des explosifs ;
- travaux sous tension ;
- ascenseurs, monte-charge ;

L'intervention ne devra jamais être effectuée par une personne seule, afin de pouvoir déclencher les secours dans un temps compatible avec la préservation de sa santé.

RISQUE INCENDIE



Si les entreprises décident d'utiliser des produits présentant un risque incendie (définis dans le PPSPS), le coordonnateur SPS désignera les zones de stockage particulières.

Les locaux suivants devront être équipés d'un extincteur portatif :

- locaux de stockage ;
- vestiaires ;
- réfectoire.

Le matériel fera l'objet d'une vérification annuelle.

Les travaux suivants devront être réalisés avec des extincteurs à proximité :

- travaux de soudage ;
- utilisation de produits inflammables (peintures...).

Le numéro d'appel des SAPEURS POMPIERS est le 18.

Il relève de la responsabilité de chaque chef d'entreprise de former ses salariés à l'utilisation des extincteurs.

Modalités de coopération entre les entrepreneurs, employeurs, ou travailleurs indépendants

Suivant article R. 4532-6 du code du travail :

Afin notamment d'assurer au coordonnateur SPS l'autorité et les moyens nécessaires au bon déroulement de sa mission, le maître d'ouvrage prévoit, dès les études d'avant-projet de l'ouvrage, la coopération entre les différents intervenants dans l'acte de construire et le coordonnateur SPS.

Les modalités pratiques de cette coopération font l'objet d'un document joint aux contrats conclus avec les différents intervenants.

ENTREPRISES DESIGNÉES PAR LE MAÎTRE D'OUVRAGE

| Modalités pratiques de coopération | à charge | code du travail |
|---|--|---|
| <p>Les principales obligations des entreprises désignées par le maître d'ouvrage :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Respecter et appliquer les principes généraux de prévention phase préparation de chantier, pendant les travaux et les levées de réserves ; - Rédiger et tenir à jour les PPSPS, les transmettre aux organismes de prévention inspection du travail, CARSAT/CRAM et OPPBTP (pour le lot gros oeuvre ou lot principal ou lots présentant des risques particuliers), au coordonnateur SPS ou au maître d'ouvrage et les conserver pendant 5 ans à compter de la réception de l'ouvrage ; - Participer et laisser participer les salariés au CISSCT pour les opérations de 1ère catégorie. - Respecter les obligations résultant du Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé ; - Viser le Registre Journal et lever les observations ou répondre aux notifications du coordonnateur SPS ; - Fournir l'ensemble des documents nécessaires à la finalisation du D.I.U.O. avant la réception des travaux ; - Participer à toutes réunions organisées par le coordonnateur SPS ; - Déclarer et faire agréer son sous-traitant par le maître de l'ouvrage afin d'établir un contrat de sous-traitance conformément à la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance. | Toutes les entreprises désignées par le Maître d'ouvrage | <ul style="list-style-type: none"> - art. L. 4121-1 à L. 4121-5, L. 4531-1, L. 4531-2 et L. 4534-1 - art. L.4532-9 et R. 4532-57 à 76 - art. L. 4532-10 à L. 4532-15 et 4532-80 à 94 - art. L.4531-1 à L. 4531-18 - art. R. 4532-38 - art. R. 4532-95 |

VISITE D'INSPECTION COMMUNE

Toute entreprise titulaire ou sous-traitante, quel que soit son rang, préalablement à l'élaboration de son PPSPS ou PPSPS simplifié et à son intervention sur le chantier doit procéder à une visite d'inspection commune avec le coordonnateur SPS.

| Modalités pratiques de coopération | à charge | code du travail |
|---|--|--|
| <p>La demande de visite d'inspection commune est effectuée par l'entreprise désignée par le maître de l'ouvrage avant toute intervention sur le chantier et avant élaboration du PPSPS.</p> <p>L'entreprise demandera au coordonnateur SPS un rendez-vous pour la visite d'inspection commune au plus tard deux semaines avant son intervention sur le site.</p> <p>commune sont en particuliers précisés, en fonction des caractéristiques des travaux que cette entreprise s'apprête à exécuter :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les consignes à observer et à transmettre ; - les observations particulières de sécurité et de santé prises pour l'ensemble de l'opération. <p>Cette inspection commune est réalisée obligatoirement avant remise du PPSPS.</p> | Toutes les entreprises désignées par le Maître d'ouvrage avec le coordonnateur SPS | En application de l'article R. 4532-13 |

ETABLISSEMENT D'UN PPSPS



Les entreprises désignées par le maître de l'ouvrage doivent rédiger un Plan Particulier de Sécurité pour la Protection de la Santé (PPSPS), avant toute intervention sur le chantier.

| Modalités pratiques de coopération | à charge | code du travail |
|--|--|--|
| <p>L'entreprise établit le PPSPS, préalablement aux travaux, dans un délai d'au moins 30 jours à compter de la réception du contrat signé par le Maître d'Ouvrage pour les lots principaux ou pour les marchés de travaux entrant en totalité ou partiellement dans la liste des travaux à risques particuliers, 8 jours pour les autres lots.</p> <p>L'établissement du PPSPS est précédé obligatoirement par une visite d'inspection commune avec le coordonnateur SPS.</p> <p>L'objet réel du PPSPS ou du PPSPS simplifié est de réaliser une analyse de risques générés par l'activité réelle de travail :</p> <ul style="list-style-type: none"> – des autres entreprises, du chantier et de son environnement ; – de l'entreprise sur les autres intervenants ; – de l'entreprise sur ses propres salariés. | Toutes les entreprises désignées par le Maître d'ouvrage | En application des articles L. 4532-8 et L. 4532-9 |

DIFFUSION DES PPSPS

| Modalités pratiques de coopération | à charge | code du travail |
|--|--|--|
| <p>La diffusion du PPSPS est la suivante :</p> <p>⇒ 1 exemplaire est adressé pour avis au Coordonnateur SPS : bertrand.huvet@dekra.com</p> <p>DEKRA Industrial ACT CSPS LORRAINE Parc de l'Observatoire 10 rue de Saulnois 54520 LAXOU</p> <p>Après avis, un exemplaire devra être remis au coordonnateur SPS :</p> <p>⇒ 1 exemplaire au maître d'ouvrage ;</p> <p>⇒ 1 exemplaire doit être tenu en permanence à jour sur le chantier pour consultation par l'inspection du travail, la CARSAT/CRAM, l'OPPBTP, la médecine du travail, les membres du CISSCT pour les opérations de 1^{ère} catégorie, CHSCT ou les délégués du personnel.</p> <p>⇒ 1 exemplaire est adressé, avant toute intervention sur le chantier, à l'inspection du travail, au service prévention de la CARSAT/CRAM et à l'OPPBTP :</p> <ul style="list-style-type: none"> • pour les entreprises chargées du gros œuvre ou du lot principal ; • pour l'entreprise appelée à exécuter des travaux présentant des risques particuliers suivant la liste fixée à l'arrêté du 25 février 2003. | Toutes les entreprises désignées par le maître d'ouvrage, y compris les sous-traitants quel que soit leur rang | En application des articles R. 4532-70 et R. 4532-71 |

OBSERVATIONS DU COORDONNATEUR SPS

| Modalités pratiques de coopération | à charge | code du travail |
|---|---|---------------------|
| <p>Le coordonnateur SPS accuse réception du PPSPS sur le registre journal de la coordination SPS.</p> <p>Il note également sur le registre journal les observations éventuelles concernant le PPSPS, et diffuse une copie de ces observations aux entreprises concernées.</p> <p>Le Maître d'Oeuvre peut pour sa part, accuser réception des PPSPS et noter ses observations sur les comptes rendus de réunion de chantier.</p> | <p>Coordonnateur SPS</p> <p>Maître d'Oeuvre</p> | Articles R. 4532-13 |

HARMONISATION DES PPSPS ET LEUR MISE A JOUR



| Modalités pratiques de coopération | à charge | code du travail |
|---|-------------------|--|
| <p>Le Coordonnateur SPS établit les observations sur les PPSPS faisant ressortir les points pour lesquels une harmonisation est nécessaire.</p> <p>Il consigne par écrit les conclusions de ces observations sur le registre journal de la coordination SPS, et en diffuse copie au maître d'oeuvre et aux entreprises concernées.</p> <p>Ces entreprises devront alors mettre à jour leur PPSPS en conséquence, et diffuser cette mise à jour.</p> | Coordonnateur SPS | En application de l'article R. 4532-48 |

MISE A JOUR DU PGC

Le coordonnateur SPS complète et adapte le PGC ou en fonction de l'évolution du chantier

| Modalités pratiques de coopération | à charge | code du travail |
|---|-------------------|---------------------------|
| <p>Le plan général de coordination est complété et adapté en fonction de l'évolution du chantier et de la durée effective à consacrer aux différents types de travaux ou phases de travail.</p> <p>A partir de l'harmonisation des PPSPS, le coordonnateur SPS, en accord avec le maître d'oeuvre, juge de la nécessité de mettre à jour le Plan Général de Coordination SPS.</p> <p>S'il y a lieu, cette mise à jour sera effectuée par le coordonnateur SPS, et diffusée aux intervenants du chantier.</p> <p>Cette mise à jour sera enregistrée sur le registre journal de la coordination.</p> <p>La mise à jour du PGC, est présentée aux intervenants et commentée lors des réunions de coordination SPS, ainsi qu'à l'occasion des réunions du CISSCT (opérations de 1^{ère} catégorie).</p> | Coordonnateur SPS | Articles R. 4532-47 et 48 |

SOUS-TRAITANT

Le sous-traitant, quel que soit son rang, a les mêmes obligations que l'entrepreneur titulaire : visite d'inspection commune et établissement du PPSPS avant toute intervention sur le chantier.

| Modalités pratiques de coopération | à charge | code du travail |
|--|---|--------------------|
| <p>L'entreprise titulaire du marché a l'obligation de remettre le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et Protection de la Santé à son sous-traitant, ainsi qu'un document précisant les mesures d'organisation générale qu'il a lui-même retenues en matière d'hygiène et de sécurité.</p> <p>Ce document pourra être son propre PPSPS.</p> <p>A partir de ce document, le sous-traitant établit son propre PPSPS.</p> <p>Le sous-traitant dispose de 30 (trente) jours à compter de la réception du contrat signé par l'entrepreneur titulaire du marché pour établir son PPSPS.</p> <p>Ce délai est ramené à 8 (huit) jours pour les travaux du second oeuvre lorsqu'il s'agit d'une opération de bâtiment ou pour les lots ou travaux accessoires dans le cas d'une opération de génie civil, dès lors que ceux-ci n'entrent pas dans la prévision de la liste fixée à l'arrêté du 25 février 2003 (travaux comportant des risques particuliers).</p> | Sous-traitants déclarés et agréés par le maître d'ouvrage | Article R. 4532-60 |



TRAVAILLEURS INDEPENDANTS

Les travailleurs indépendants sont soumis aux règles essentielles de sécurité applicables sur les chantiers suivant les dispositions issues de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993.

Ces obligations sont précisées par les décrets 95-607 et 95-608 du 6 mai 1995 applicables depuis le 1^{er} janvier 1997.

| Modalités pratiques de coopération | à charge | code du travail |
|--|---------------------------|-----------------------------|
| Les travailleurs indépendants sont soumis aux mêmes dispositions que les autres entreprises intervenantes sur le chantier. Ils ont donc obligation d'effectuer une visite d'inspection commune et établir leur PPSPS avant toute intervention sur le chantier. | Travailleurs indépendants | Article R. 4535-1 et 4535-2 |

TRAVAIL DISSIMULE

D'une manière générale, selon la loi n° 97-210 du 11 mars 1997, toute entreprise mettant du personnel sur un chantier devra être en règle vis-à-vis du droit du travail et fournira :

- son immatriculation à l'URSSAF en produisant une attestation de fournitures de déclarations sociales datant de moins d'un an ;
- son immatriculation au RCS en produisant un extrait K-bis ;
- une attestation sur l'honneur de bonne application des articles L. 3243-1, L. 3243-1, L. 3243-4, L.3231-8, L. 1221-10, L. 1221-13 et L. 1221-15, (respect du droit du travail) et L.8251-8, L.8252-1 et L.8252-2 (régularité de la situation des salariés de nationalité étrangère) du code du travail.

Les entreprises certifieront que le personnel qu'ils emploient sur le chantier est en règle vis-à-vis des dispositions légales et réglementaires relatives à l'emploi de main d'œuvre.

PRET DE MAIN D'OEUVRE

Le prêt de main d'œuvre entre entreprises est soumis aux conditions légales exprimées dans le Code du travail, notamment les articles L.1251-1 et suivants (travail temporaire), L.8231-1 et suivants (marchandage), L.1253-1 et suivants (groupement d'employeurs), L.1221 et suivants (déclaration préalable à l'embauche), et L.8221-1 et suivants (travail dissimulé).

Le prêt de main d'œuvre à but lucratif est exclusivement réservé aux entreprises de travail temporaire.

Entre entreprises, il est réservé à celles qui pour des conditions d'intempéries ou insuffisance d'activité, ne peuvent employer leur propre personnel et, de ce fait, le « prête » à des entreprises qui ne sont pas confrontées aux mêmes problèmes. Dans ce cas, l'entreprise prêteuse ne devra pas réaliser de profit sur cette opération. Seuls peuvent être facturés les salaires versés, les charges sociales afférentes, et les frais professionnels remboursés.

Le prêt de main d'œuvre doit faire l'objet d'un contrat, il comportera au minimum les éléments suivants :

- Nom, prénom, qualification, attestation médicale des employés prêtés.
- Heures de présence et emploi sur le chantier.
- L'identité du responsable de l'entreprise utilisatrice qui aura à gérer le personnel sur le site.

La non présentation de ce dossier obligera le coordonnateur SPS à demander au maître d'ouvrage l'interdiction de la prestation du personnel de l'entreprise prêteuse, ainsi qu'une diffusion de l'information vers l'inspection du travail.

RECENSEMENT DES ACCIDENTS DU TRAVAIL

Chaque entreprise titulaire transmettra au coordonnateur SPS, en début de chaque mois, une fiche de recensement des accidents du travail en prenant en compte les travaux sous-traités.

Annexe(s)

- Liste des lots, entreprises désignées par le maître de l'ouvrage



ANNEXE 1
LISTE DES LOTS ET/OU ENTREPRISES
DESIGNES PAR LE MAITRE DE L'OUVRAGE

- Liste des lots, entreprises désignées par le maître d'ouvrage

| <i>Lots</i> | <i>Titulaire ou ST</i> | <i>Entreprises</i> | <i>Représentant</i> | <i>Téléphone Fax mail</i> |
|-------------------|----------------------------|--------------------|---------------------|-----------------------------------|
| LOT UNIQUE | T | | | |